

Pièce jointe n°12

USAGE FUTUR POUR LA MISE A L'ARRET DEFINITIF DE L'INSTALLATION



**BLANCHISSERIE 2000
ZAC DE NAPOLLON
55 AVENUE DES TEMPLIERS
13400 AUBAGNE**

Laura PINSON laura.pinson@socotec.com +33.6.07.25.61.31	Cheffe de projet	Version n°3 Nombre de pages : 8
Jeanne VOIRY jeanne.voiry@socotec.com +33.6.18.18.29.03	Chargée d'affaires	Référence du rapport : E61B4/22/089

DATE DU RAPPORT : Octobre 2023

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale.

SOMMAIRE

1.	PROPOSITION D'USAGE FUTUR	3
1.1	AVIS DU LA PRESIDENTE DE LA METROPOLE QUANT A LA REMISE EN ETAT DU SITE	3
1.2	EVACUATION DES PRODUITS DANGEREUX ET DES DECHETS	3
1.3	DEMANTELEMENT DES MATERIELS ET DES BATIMENTS	3
1.4	LIMITATION DE L'ACCES AU SITE	4
1.5	DEPOLLUTION DES SOLS.....	4
1.6	SURVEILLANCE DU MILIEU	4
1.7	REINSERTION DU SITE DANS SON ENVIRONNEMENT	4

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : AVIS DU PROPRIETAIRE

ANNEXE 2 : AVIS DU PRESIDENT DE LA METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE

1. PROPOSITION D'USAGE FUTUR

Conformément au décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 et à l'article R.512-46-25 du Code de l'Environnement, la mise à l'arrêt définitif du site sera notifiée au Préfet trois mois au moins avant celui-ci. La notification devra être accompagnée d'un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Ce chapitre vise à préciser les dispositions prévues et à mettre en œuvre en fin d'exploitation du site ou en cas de démantèlement de l'une des installations classées.

Ce chapitre traite uniquement du cas de la cessation de l'activité nécessitant un démontage et un enlèvement des matériels et bâtiments. Dans le cas d'un rachat du site, de ses bâtis et éventuellement de ses activités, toutes les mesures décrites ci-dessous ne seront pas appliquées par le déposant du présent dossier. En effet, en cas de cessation d'activités, la société pourrait faire l'objet d'une reprise ou rachat par un autre industriel.

Le site est idéalement situé, en bordure de route métropolitaine et en zone industrielle, les bâtiments sont d'architecture « simple » et susceptibles d'accueillir toutes sortes d'activités industrielles. Dans ce cas, en attente de la reprise, le site serait sécurisé.

1.1 Avis du la présidente de la Métropole quant à la remise en état du site

Conformément à la procédure de demande d'enregistrement, une proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif a été transmise à la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et à la ville d'Aubagne.

1.2 Evacuation des produits dangereux et des déchets

Les produits dangereux seront évacués du site, en particulier les produits chimiques.

Tous les produits combustibles (plastiques, palettes, cartons, emballages) seront évacués afin d'éliminer les risques de départ de feu.

Les produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, les déchets industriels spéciaux stockés sur le site seront valorisés ou évacués selon des filières agréées. Ainsi, au vu des activités et des mesures de précautions prises, le risque de pollution de sol semble écarté. Cependant, conformément à la réglementation, un mémoire sera fourni sur l'état du site et les mesures envisagées en cas de pollution avérée.

1.3 Démantèlement des matériels et des bâtiments

En fin d'utilisation, le dernier exploitant fera procéder à l'enlèvement, au retraitement des produits chimiques et des éventuelles canalisations associées. Ces matériels seront neutralisés avant reconditionnement.

D'une façon plus générale, à défaut d'être vendus en l'état, les matériels (moteurs, groupes froid, rétentions, cuves, etc.) seront déposés, puis revendus sur d'autres sites ou recyclés dans les filières les plus adaptées du moment.

En fin de vie, le bâtiment sera détruit conformément aux règles de l'art et à la réglementation du moment. Les matériaux de construction (béton, masse métallique, etc.) seront évacués et recyclés.

1.4 Limitation de l'accès au site

Dès lors que le site ne serait plus exploité, des mesures physiques seraient envisagées afin de limiter l'accès au site par un quelconque individu par l'intermédiaire d'une signalisation visible

1.5 Dépollution des sols

En fin d'exploitation, une vérification de l'état de pollution du sol sera effectuée conformément aux exigences réglementaires, les frais de dépollution éventuels étant à la charge de l'exploitant. L'état du sol actuel sera à rapprocher de l'état du sol à restitution.

La remise en l'état du site sera faite pour un usage industriel. L'exploitant enlèvera toute pollution complémentaire du fait de son exploitation.

1.6 Surveillance du milieu

En cas de pollution (voir chapitre précédent), l'exploitant pourrait avoir à mettre en place un suivi de la qualité des eaux et des sols, conformément aux exigences du Préfet.

1.7 Réinsertion du site dans son environnement

En fin de vie, le bâtiment sera restitué sans cuves contenant des produits potentiellement pollués ou dangereux.

Les déchets, gravats, masses métalliques, matériels, etc., seront évacués et traités dans les filières adaptées du moment.

ANNEXE 1 : AVIS DU PROPRIETAIRE

D'après 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement :

« 7° Dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau, l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation »

La Blanchisserie 2000 (désormais la société Anett) est propriétaire du terrain et des bâtiments occupés à l'adresse suivante : ZAC de Napollon, 55 avenue des Templiers, 13400 Aubagne et est également le demandeur pour la demande d'enregistrement.

Ainsi, son avis concernant l'usage futur n'est pas requis.

ANNEXE 2 : AVIS DE LA PRESIDENTE DE LA METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Dans l'attente de réception de l'avis du Président de la Métropole d'Aix-Marseille, la lettre et l'accusé de réception sont présentés ci-dessous. La demande a été transmise à la ville d'Aubagne.

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
Métropole Aix Marseille Provence – BP 48014
13567 Marseille cedex 02



ZAC de Napollon
55 avenue des Templiers
13400 Aubagne
Affaire suivie par Karine CASANO & Romain HENON
Téléphone : 04 42 70 92 71
Mail : karine.casano@blanchisserie2000.com & romain.henon@blanchisserie2000.com

Objet : Demande d'avis sur l'usage futur du site « BLANCHISSERIE 2000 » dans le cadre de son dossier de demande d'Enregistrement ICPE

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Nous vous sollicitons dans le cadre de l'élaboration du dossier de demande d'enregistrement au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) de la société BLANCHISSERIE 2000.

Le site est exploité sur la commune d'AUBAGNE, sur les parcelles 0 CM n°1397, 1398, 1410, dans un bâtiment de la zone industrielle de Napollon.

En effet, la métropole d'Aix-Marseille-Provence étant l'autorité compétente en matière d'urbanisme, nous sollicitons votre avis concernant la proposition de la BLANCHISSERIE 2000 sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, ceci conformément au 5° de l'article R512-46-4 du code de l'Environnement.

Dans le cadre d'une cessation d'activité, les mesures proposées porteront notamment sur :

- L'évacuation des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- Le démantèlement des matériels ;
- La dépollution des sols ;
- En cas de pollution, une surveillance de la qualité des eaux et des sols serait mise en place.

Le bâtiment actuellement exploité sera laissé dans un état comparable à celui réceptionné lors de l'achat.

Dans un délai de trois mois avant l'éventuelle cessation effective d'activités, un mémoire de cessation d'activités sera rédigé et adressé au Préfet, à la métropole Aix-Marseille-Provence et à la DREAL. Il fera le point précis sur les actions engagées pour assurer la sécurité environnementale du site.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'expression de mes respectueuses salutations.

Le 10/02/2023, à Aubagne,




BLANCHISSERIE 2000
Zac de Napollon
55 Avenue des Templiers - 13400 Aubagne
Tél : 04 42 70 92 71 contact@blanchisserie2000.com
www.blanchisserie2000.com
N°SIRET : 430 014 324 00023 / TVA Intra FR 204 300 14 324

A ce jour, ni la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ni la ville d'Aubagne n'ont émis d'avis contraire à l'usage futur de la société BLANCHISSERIE 2000.

Le site de suivi de La Poste indique que la lettre d'usage futur a été remise contre signature le 15/02/2023.

D'après 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement, en cas d'absence de réponse après le 19/04/2023, cet avis est réputé émis.

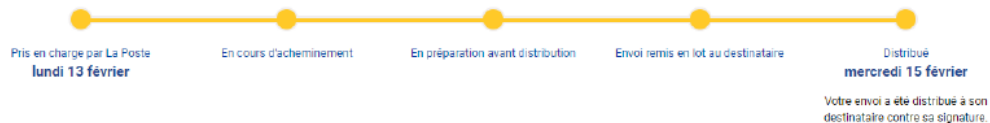
Dès réception d'une réponse de la ville d'Aubagne concernant l'usage futur, la lettre sera transmise à la DREAL.



✉ Lettre Recommandée **N°1A20258227417**



TYPE DE LIVRAISON
Courrier remis contre signature



Étapes d'acheminement

DATES

mercredi 15 février

ÉTAPES

Votre envoi a été distribué à son destinataire contre sa signature.

mercredi 15 février

Votre envoi a été remis en lot au destinataire. Nous attendons la confirmation de sa réception.

mercredi 15 février

Votre envoi est sur le site qui dessert votre adresse. Nous préparons sa distribution.

mardi 14 février

Votre envoi est en cours d'acheminement vers le site de distribution.

lundi 13 février

Votre envoi a été remis à La Poste par l'expéditeur.



La Présidente

Marseille, le 27 FEV. 2023

ZAC de Napollon
55, avenue des Templiers
13400 AUBAGNE

Nos réf : CABMET-A0100/2023-02-19098

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre courrier le 15 février dernier, concernant votre demande d'avis sur l'usage futur du site «Blanchisserie 2000» dans le cadre du dossier de demande d'enregistrement ICPE.

C'est avec une attention particulière que j'ai pris connaissance de l'ensemble des éléments communiqués dans votre correspondance.

Aussi, j'ai d'ores et déjà transmis votre requête au service concerné qui ne manquera pas de vous tenir informés de la suite qui pourra lui être réservée.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Martine VASSAL

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'M. Vassal', written over a large, stylized number '2'.